



**N° 00001 /AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MINEE/PforR/UCP/CSPM/2026 DU 03 JUIN 2026
POUR LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU BATIMENT DE COMMANDE
DANS L'ARRONDISSEMENT DE DOUALA 5EME NYLON, EN PROCEDURE
D'URGENCE.**

FINANCEMENT : Appui Budgétaire PforR, Exercices 2026 et suivants

Maître d'Ouvrage Délégué : Coordonnateur de l'UCP-PforR

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution de l'appui budgétaire reçu par la Banque Mondiale, exercice 2026 et suivants, le Coordonnateur du Programme de Réformes du Secteur de l'Electricité au Cameroun, Maître d'Ouvrage Délégué, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la construction d'un nouveau bâtiment de commande dans l'arrondissement de douala 5^{eme} nylon, en procédure d'urgence.

2. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont subdivisés en lot unique ci-après définis :

N° LOT	INTITULES
Unique	Construction d'un nouveau bâtiment de commande dans l'arrondissement de douala 5 ^{eme} nylon, en procédure d'urgence.

3. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

N° LOT	INTITULES	DESCRIPTION DU PROJET
Unique	Construction d'un nouveau bâtiment de commande dans l'arrondissement de douala 5 ^{eme} nylon, en procédure d'urgence	<ul style="list-style-type: none">✓ Etude architecturale, lot technologique et géotechnique)✓ Construction bâtiment de commande de deux (02) demi-rames 15kV Réalisation des aménagements divers (piste de circulation, parking VRD et assainissement)

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Quatre cent cinq millions (405 000 000) francs CFA.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est fixé par mois calendaires ainsi qu'il suit :

N° LOT	DELAI PREVISIONNEL
LOT unique	<i>8 mois</i>

Ce délai court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalités de conditions aux entreprises ou groupe ayant un représentant local de **catégorie C, sous-secteur Bâtiment et Equipement Collectifs (BEC) minimum** et disposant d'une expérience avérée dans le domaine des études et de la construction des bâtiments de commandes de poste source. La participation sous forme de groupement est admise à condition que le chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par *l'appui budgétaire PforR* des exercices 2026 et suivants sur la ligne d'imputation budgétaire **N°60 32 341 0 32000005 0435 523319.**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne.*

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° LOT	Montant caution de soumission (francs CFA)
LOT UNIQUE	810 000

Cette caution de soumission doit être valable jusqu'à **trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.** L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) aux heures ouvrables sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière Prestige Hôtel, derrière le Concorde Hôtel Yaoundé-Cameroun, Tél. : (+237) 620 75 83 02, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière le Concord International Hotel à Yaoundé, Tél. : (+237) 620 75 83 02, , E-mail : ucpprsec@gmail.com ; elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr ; okalaedo@yahoo.com ; dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat du DAO de deux cent mille (200 000) Francs CFA*, payable *au Trésor Public*. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission. Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, **la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.**

12. Remise des offres

Chaque offre doit être rédigée en anglais ou en français.

la soumission est en ligne et l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le au plus tard le 03 .11.2026 à **13 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour l'Offre Administrative ;**
- **15 MO pour l'Offre Technique ;**
- **5 MO pour l'Offre Financière.**

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 03 JUL 2026 à 14 heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) placée auprès du Maître d'Ouvrage Délégué, dans la Salle de Conférences de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière le Concord International Hôtel à Yaoundé -Cameroun.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes, pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence à l'ouverture des plis ou la non-conformité, de la caution de soumission timbrée délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics accompagné d'une copie du récépissé de consignation émise par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ;
- de la non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission et son récépissé CDEC) ;
- de l'absence de l'Attestation de catégorisation délivrée par l'Autorité des Marchés Publics ou la Décision portant résultat de catégorisation ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de **04/05** des critères essentiels ;
- de l'absence de la justification de la disponibilité des ressources financières représentant au moins **cent vingt-deux millions (122 000 000) CFA** ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'Intégrité ;
- de l'absence de la Déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales.

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- ✓ la présentation de l'offre ;
- ✓ les références du soumissionnaire ;
- ✓ la qualification et l'expérience du personnel ;
- ✓ la méthodologie ;
- ✓ Les preuves d'acceptation des conditions du marché.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre est évaluée la **moins-disante** en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots

Les prestations s'exécuteront en lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *cent vingt (120) jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au **siège de l'Unité de Coordination du Programme de Réformes du secteur de l'électricité au Cameroun**, sise au quartier Olézoa, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, derrière le Concord International Hôtel à Yaoundé -Cameroun, Tél. : (+237) 620 75 83 02, E-mail : ucppresec@gmail.com ; elongserge@gmail.com ; nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48,

Yaoundé, le **03** JUN 2026

**Le Coordonnateur du Programme de Réformes du
Secteur de l'Electricité au Cameroun
(Maître d'Ouvrage Délégué)**

Copies :

- MINMAP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- ARMP ;
- Président CSPM-PforR ;
- Chronos/Affichage.

The image shows a circular official stamp of the Ministry of Water and Energy of Cameroon. The stamp contains the text: 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN', 'LAUBIC of Cameroon', 'SECTEUR DE L'ELECTRICITE', 'Ministère de l'Eau et de l'Énergie', 'Ministère des Ressources en Eau', 'Ministère de l'Énergie', 'Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat', 'Ministère de l'Énergie', 'Ministère de l'Industrie et du Commerce', 'Ministère de l'Énergie', 'Ministère de l'Industrie et du Commerce'. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Serge Elong'. Below the signature, the name 'Serge Elong' is printed in a stylized font, along with the title 'Maître d'Ouvrage Délégué' and 'Ministère de l'Industrie et du Commerce'.



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
FOR THE CONSTRUCTION OF A NEW CONTROL BUILDING IN THE DOUALA 5TH
ARRONDISSEMENT (NYLON), UNDER AN EMERGENCY PROCEDURE

FUNDING : PforR Budget Support, Financial Years 2026 and subsequent

Project Owner Delegate: UCP- PforR Coordinator

1. Subject of the Invitation to Tender

Within the framework of the execution of the budget support received from the World Bank for the financial year 2026 and subsequent, the Coordinator of the Cameroon Power Sector Reform Program, Delegated Contracting Authority, is launching an Open National Invitation to Tender for the construction of a new control building in the Douala 5th arrondissement (Nylon), under an emergency procedure.

2. Allotment

The works subject to this Invitation to Tender are subdivided into a single lot defined as follows:

LOT N°	TITLES
Single	Construction of a new control building in the Douala 5th arrondissement (Nylon), under an emergency procedure.

3. Consistency of Works

The works mainly include:

LOT N°	TITLES	PROJECT DESCRIPTION
Single	Construction of a new control building in the Douala 5th arrondissement (Nylon), under an emergency procedure	<ul style="list-style-type: none">✓ Architectural, technological, and geotechnical studies✓ Construction of a control building for two (02) 15kV half-busbars✓ Realization of various developments (circulation track, parking, roads and utility services [VRD], and sanitation)

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **Four hundred and five million (405,000,000) CFA Francs.**

5. Estimated Execution Time

The maximum execution period set by the Delegated Contracting Authority for the completion of the works subject to this Invitation to Tender is defined in calendar months as follows:

LOT N°	ESTIMATED DURATION
Single LOT	8 months

Note: This period runs from the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to enterprises or groups having a local representative of at least category C, Building and Collective Equipment (BEC) sub-sector, and possessing proven experience in the field of studies and construction of substation control buildings. Participation in the form of a joint venture (groupment) is allowed provided the lead firm is designated and the specific duties of each member are clearly outlined.

7. Financing

The works subject to this Invitation to Tender are financed by the PforR budget support for the financial years 2026 and subsequent, on budget imputation line No. 60 32 341 0 32000005 0435 523319.

8. Submission Method

The submission method adopted for this consultation is **online**.

9. Bid Bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond (tender guarantee), cleared by hand, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue guarantees in public procurement (listed in document 14 of the Tender File). The amount is:

LOT N°	Bid Bond Amount (CFA Francs)
SINGLE LOT	810,000

This bid bond must remain valid for thirty (30) days beyond the original validity date of the bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees for public contracts will lead to the outright rejection of the bid. A bid bond produced but unrelated to the consultation in question will be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical file may be consulted free of charge during working hours at the offices of the Delegated Contracting Authority (MOD) located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Prestige Hotel, behind Concorde Hotel Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 75 83 02, upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The physical version of the Tender File can be obtained at the headquarters of the Cameroon Power Sector Reform Program Coordination Unit, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Concord International Hotel in Yaoundé, Tel.:

(+237) 620 75 83 02, E-mail: ucprsec@gmail.com; elongserge@gmail.com; nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum for the Tender File purchase fee of **two hundred thousand (200,000) CFA Francs**, payable to the Public Treasury. A copy of the payment receipt must be attached to the bid file. When collecting the Tender File, bidders must register by leaving their complete address (P.O. Box, Fax, E-mail, Telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the file by free download at the aforementioned electronic addresses. However, submission by physical or electronic means is conditional upon the payment of the Tender File purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid must be drafted in English or French.

For online submission, the bid drafted in English or French must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 03 JUL 2026 at **1:00 PM (13:00) prompt**. A backup copy of the bid saved on a USB drive or CD/DVD must be transmitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "Backup Copy", in addition to the above-mentioned labeling, within the prescribed deadlines.

File Size and Format:

For online submission, the maximum sizes of the documents transmitting on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- **5 MB for the Administrative Bid;**
- **15 MB for the Technical Bid;**
- **5 MB for the Financial Bid.**

The accepted formats are:

- **PDF format for textual documents;**
- **JPEG for images.**

Candidates should ensure the use of compression software to potentially reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate distinct envelopes and submitted in a sealed outer envelope.

The Contracting Authority will consider as inadmissible:

- Envelopes bearing indications of the bidder's identity;
- Envelopes received after the submission deadlines;
- Bids that do not conform to the submission method;
- Envelopes without an indication of the Invitation to Tender's identity;
- Failure to respect the number of copies indicated in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO), or bids entirely in copies.

Any incomplete bid by the requirements of the Tender File will be declared inadmissible. Specifically, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue public procurement guarantees, or failure to comply with the models of documents in the Tender File, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced but unrelated to the consultation in question will be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening of bids will take place in a single phase on 03 JUL 2026 at **2:00 PM (14:00)** by the Special Tenders Board (CSPM) placed under the Delegated Contracting Authority, in the

Conference Room of the Cameroon Power Sector Reform Program Coordination Unit, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Concord International Hotel in Yaoundé-Cameroon.

Only bidders or their duly mandated representative of their choice may attend this opening session, even in the case of a joint venture.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced as originals or true copies certified by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or have been established after the signature date of the Tender Notice.

In the event of absence or non-conformity of an administrative document during the bid opening, after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

The evaluation criteria are of two types: eliminatory criteria and essential criteria. These criteria aim to identify and reject bids that are incomplete or essentially non-compliant with the conditions laid down in the Tender File, particularly concerning the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical bid to the technical specifications of the Tender File, and the qualification of the bidders.

15.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be met in order to be admitted for evaluation under the essential criteria. Non-compliance with these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

They include:

- Absence during the bid opening or non-conformity of the stamped bid bond issued by a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue public contract guarantees, accompanied by a copy of the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC);
- Failure to produce within 48 hours an administrative document deemed non-compliant or absent during the bid opening (except for the bid bond and its CDEC receipt);
- Absence of the Categorization Certificate issued by the Public Contracts Authority or the Decision stating the categorization result;
- False declarations, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- Failure to meet at least 4 out of 5 essential criteria;
- Absence of proof of availability of financial resources representing at least one hundred and twenty-two million (122,000,000) CFA Francs;
- Absence of the declaration of honor affirming no abandonment of work sites over the past three years;
- Failure to respect the file format of the bids;
- Absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- Absence of an element of the financial bid (the submission letter, the Unit Price Schedule - BPU, the Bill of Quantities and Estimates - DQE);
- Absence of the Integrity Charter;
- Absence of the Declaration of commitment to respect environmental and social clauses.

15.2 Essential Criteria

The essential criteria are those deemed fundamental or key for judging the technical and financial capacity of candidates to execute the services that are the subject of the Invitation to Tender.

The essential criteria for qualifying bidders will indicatively focus on:

- Presentation of the bid;

- Bidder's references;
- Qualification and experience of personnel;
- Methodology;
- Proof of acceptance of contract conditions.

16. Award

The Delegated Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose offer satisfies the required technical and financial qualification criteria and is evaluated as the lowest bidder, including any proposed discounts where applicable.

17. Maximum Number of Lots

The services will be executed as a single lot.

18. Validity Period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for **one hundred and twenty (120) days** from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Additional Information

Additional information may be obtained during working hours at the headquarters of the Cameroon Power Sector Reform Program Coordination Unit, located in the Olézoa neighborhood, Rue Daniel ESSOMBA, Canal du Mfoundi, behind Concord International Hotel in Yaoundé-Cameroon, Tel.: (+237) 620 75 83 02, E-mail: ucpresec@gmail.com; elongserge@gmail.com; nkoabissa@yahoo.fr; okalaedoa@yahoo.com; or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or via any other electronic communication means indicated by the Contracting Authority.

20. Fight Against Corruption and Bad Practices

For any denunciation of corrupt practices, facts, acts, or cases of bad practices, please call CONAC at the number 1517, or the Ministry in Charge of Public Contracts (MINMAP) (via SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, the **03 JUN 2026**
**Coordinator of the Cameroon Power Sector
 Reform Program**
(The Contracting Authority's Representative)

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP);
- ARMP;
- Contracting Authority;
- Chairperson CSPM-PforR;
- CCCM Chairpersons;
- Chronos/Notice Board.

